



# La Croix

JOURNAL CATHOLIQUE

9, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL

RELIGION, QUESTIONS SOCIALES, SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENSEIGNEMENT, AGRICULTURE, COLONISATION, ETC.

ABONNEMENT

Payable d'avance

CANADA

1 an, \$2; 6 mois, \$1.00

MONTRÉAL ET BANLIEUE

(par la poste)

1 an, \$2.50; 6 mois, \$1.25

ÉTATS-UNIS

STRANGER (Union postale)

1 an, \$2.25; 6 mois, \$1.25

Un numéro, 5 sous

IN HOC SIGNO VINCES

La "Croix"

9, RUE NOTRE-DAME EST  
Boîte de Poste 388

JOSEPH BÉGIN

Directeur-Propriétaire

Téléphone: Bell Main 6974.

## LE GÉNÉRAL BOOTH

— ET SON —

### Armée du Salut

A première vue, un tel article ne paraîtra guère de circonstance. Booth est mort et enterré. A quoi bon y revenir? A la vérité, les journaux ont assez parlé de sa mort et de la pompe déployée à ses funérailles.

Aussi, ce n'est pas là-dessus que nous voulons écrire; mais il y a, à propos de cet homme, quand une question qui n'est ni enterrée ni morte, et dont il est important de dire quelque chose.

Pour ne pas être accusé d'intransigeance, nous avons attendu que le silence se rétablît autour de ce nom, qu'on a voulu célébrer comme celui d'un grand homme, quand en réalité l'œuvre de Booth n'a été qu'une œuvre humanitaire tournant au ridicule. Elle n'a pas même la valeur de la secte dont il s'est séparé pour organiser sa confrérie de l'Armée du Salut.

Les hérétiques et les catholiques ignorants ont dit que Booth avait fait du bien en allant chercher dans les bouges, les réduits et les places publiques les grands pécheurs abandonnés et en les incorporant à sa société; enfin, que beaucoup lui doivent leur conversion et leur salut.

Il faut être bien aveugle et ignorer complètement les profonds mystères de la grâce, qui seule opère les conversions, pour s'imaginer que des femmes, prêchant la nécessité du salut au cri d'Alleluia, vont ainsi changer subitement les habitudes invétérées des vieux pécheurs et en faire des hommes vertueux.

Ce n'est pas par de tels moyens que les âmes se convertissent et sont menées à Dieu.

Jésus-Christ a dit à ses apôtres et à leurs successeurs: Allez, enseignez les nations; celui qui vous écoute m'écoute; celui qui vous méprise me méprise.

Pour convertir les âmes, il a établi sa Sainte Église, et comme moyen de sanctification il lui a donné les sacrements qui sont les canaux de la grâce.

Les hérétiques sont privés de ces moyens de sanctification et de conversion. Ils peuvent tout au plus amener par exhortation des pécheurs à pratiquer quelques vertus naturelles, mais jamais des vertus surnaturelles; c'est-à-dire faire de véritables conversions.

et qu'il ne communique aux âmes que par l'entremise de ses véritables ministres revêtus d'une autorité divine pour prêcher la vérité dans la Sainte Église qu'il a fondée.

Les journaux de Montréal, qui ont dit que la carrière de Booth avait été bien remplie, ont trompé leurs lecteurs en leur laissant croire qu'il suffit de prêcher sans mission divine pour être agréable à Dieu.

Il est triste de voir des catholiques qui devraient être instruits de leur religion décerner des louanges à des hommes qui n'ont à leur crédit que des œuvres humanitaires.

Quand on possède la plénitude de la vérité de l'Église catholique, on ne va pas faire de réclame en faveur d'un Booth, organisateur d'une ridicule confrérie.

Pierre BAYARD.

## Petites Flèches

### Le youpin de l'hôtel de ville

Nos lecteurs savent que les Juifs de Montréal ont, depuis quelque temps, un représentant au conseil de ville. L'échevin Blumenthal n'entend pas jouer son rôle à demi. L'autre jour, il a fait une scène à l'hôtel municipal contre certains pauvres agents de police qui auraient mis à l'ordre certains youpins qui contrevenaient aux règlements publics.

À l'entendre, ses coreligionnaires seraient odieusement maltraités. L'échevin Blumenthal oublie peut-être que le conseil pousse la tolérance envers les Juifs jusqu'à l'exception, puisqu'il leur permet, au grand scandale des autres nationaux, de travailler servilement et d'ouvrir leurs usines et leurs magasins le dimanche?

### Sam Hughes

Notre bouillant colonel canadien, qui est allé en Europe tout particulièrement pour assister aux prochaines manœuvres de l'armée allemande, se voit refuser ce plaisir par les autorités militaires du Kaiser. Trop parler moi!

### L'Union nationale française dans le pétrin

Cette société, dont le siège est à Montréal, avait manifesté le désir au gouvernement de la République, d'avoir une souscription. M. Poincaré consentit à lui accorder 5,000 piastres, mais à la condition expresse qu'elle exclue à l'avenir de son conseil d'administration tout Français qui n'aurait pas satisfait aux obligations de la loi militaire de France. L'Union refuserait le subside. Serait-ce le commencement d'un désaccord entre la République et cette société? ou M. Poincaré veut-il, par cette exigence, empêcher que d'autres que ses créatures fassent partie du conseil d'administration? Qui nous fera la lumière sur ce point?

## M. Woodrow Wilson LE CANDIDAT DU FANATISME

Nous avons déjà souligné, dans la politique des États-Unis, quelques notes caractéristiques relatives aux intérêts catholiques. Il ne nous importe pas que tel ou tel candidat soit président pourvu que l'élu soit disposé à donner à l'Église, dans ce pays, une juste liberté d'action. Il ne s'agit pas de faveurs spéciales ou de privilèges. L'Église n'en demande pas. Tout ce qu'elle demande, à l'État, partout, c'est qu'il lui rende justice et que la liberté religieuse soit quelque chose de plus qu'un mot vide de sens.

Dans chaque pays, on trouve toujours un certain nombre de catholiques timides, qui deviennent, tout à coup, préoccupés en temps d'élections. Ils veulent tenir l'Église hors de la politique, mais ils consentent volontiers à voir la politique empiéter le domaine légitime de l'Église. L'Église en réalité ne s'immisce pas dans la politique, à moins que les politiciens ne s'immiscent dans les choses ecclésiastiques. Quand la loi sur les associations fut passée en France, le bloc impie qui la vota trouva un grand nombre de catholiques de cette espèce qui l'approuvèrent. Des milliers d'eux envoient aujourd'hui leurs enfants aux écoles neutres, où leurs faibles intelligences sont empoisonnées par un enseignement délétère et par des livres classiques dus à la plume d'un Jules Fayot, l'opprobre de la nation française. En Belgique le catholique de cette espèce, il y a quelques semaines, supportait le cartel socialiste en se prétendant le vrai ami de l'Église. En Italie, en Espagne et en Suisse, il est libéral; en Angleterre, il n'ose ouvrir la bouche, de peur de provoquer les protestants; en Canada, il sacrifie les intérêts de l'instruction catholique, au Manitoba, par crainte d'embarasser des amis politiques; aux États-Unis, aujourd'hui, il se dispose à supporter M. Woodrow Wilson, le candidat démocrate à la présidence, en dépit des expressions de fanatisme que l'on trouve dans son *History of the American people*, ouvrage bien connu.

Plus loin dans cet article, nous nous donnerons la peine de reproduire quelques-unes des expressions de M. Wilson mais, ici, nous croyons devoir nous arrêter particulièrement aux passages de son ouvrage concernant l'immigration catholique aux États-Unis.

Durant les vingt-cinq dernières années, des milliers et des milliers de Canadiens français ont passé la ligne 45e pour se créer un foyer dans les États de l'Est. Ils sont, à bon droit, respectés par tous les Américains bien pensant, à cause de leur sobriété, de leur activité et de leurs vertus ancestrales.

D'après M. Woodrow Wilson, ils seraient «le troupeau grossier» contre lequel il fermerait les barrières du pays. Ils ne sont pas l'«indomptable Irlandais-écossais» dont il a tant et si bonnes choses à dire, mais, toujours d'après lui, «ils sont beaucoup moins à désirer que les Chinois» qui, pour certaines raisons, ont trouvé grâce et faveur auprès de M. Wilson.

Son attitude envers les immigrants catholiques et envers tous les étran-

gers, venant des pays latins, est évidente dans plusieurs passages qui ont déjà été soulignés par les journaux de M. Hearst.

S'il est élu, on peut croire qu'il essaiera de mettre ses idées en pratique et que les barrières des États-Unis seront fermées aux Canadiens français aussi bien qu'aux Polonais, aux Hongrois et aux «autres peuples d'une condition plus vile, venant des pays latins».

C'est avec cet esprit fanatique à l'endroit des catholiques que nous avons à compter en ce moment.

Partout, dans son histoire, il parle d'eux en termes blessants, à l'instar de certains journaux orangistes et protestants publiés en Canada. Il les appelle «romains» avec mépris et parle sur le même ton de «la croyance de Rome», à la manière des fanatiques d'Ontario. Il défend les «Know-Nothing» ou le parti yankee de 1854, dont l'objet principal était d'empêcher les catholiques de parvenir aux positions officielles. Et les énergumènes, du premier au dernier, aujourd'hui, appuient sa candidature. *The Menace*, le plus abject journal des États-Unis, mène une campagne de corruption et de mensonges dans ses intérêts. Le *Christian Herald*, l'organe protestant le plus important du pays voisin, a publié un grand article, par lequel il essaie de montrer l'alliance du président Taft avec l'Église catholique. Nous n'avons pas de raison particulière en faveur du président Taft ou de sa candidature, mais il est un peu étrange que le nouveau mouvement de l'A. P. A., connu sous l'étiquette «Gardiens de la Liberté», soit plein d'attaques contre lui et ne trouve rien à condamner dans Woodrow Wilson.

Nous ne voulons pas être injuste envers M. Wilson et, afin d'écartier même l'apparence d'une injustice, nous citerons ses propres termes.

Au volume IV (page 90) de son histoire, nous trouvons l'appréciation suivante du mouvement des Know-Nothing:

«Les débuts du mouvement des Know-Nothing datent du temps où les populations du Nord et de l'Est commencent à être fatiguées de la campagne frénétique menée par les étrangers (*free-soilers*) contre l'esclavage. Le nouveau mouvement apparut comme un appoint contre cette campagne, à plusieurs personnes qui, naturellement, redoutaient le pouvoir grossissant, les prétentions de l'Église romaine, et ses efforts pour établir de ce côté de l'Atlantique, les mêmes institutions qu'elle avait nourries en Europe.»

Plus loin, dans le même volume (page 164), il revient sur le même sujet et s'exprime en ces termes:

«Ses principes (le *United American party*) furent un magnifique appoint contre l'importance de la question esclavagiste, à ceux qui désapprouvaient l'étranger pour ce qu'il représentait, ou craignaient de voir l'Église romaine du continent apporter sa puissance et son influence en Amérique, par l'infusion des milliers innombrables d'immigrants signorants appartenant à cette foi.»

Parmi ses remarques au sujet des immigrants, nous trouvons les suivantes:

«En cette même année, 1892, les populations ouvrières de la côte du Pacifique obtinrent ce qu'elles avaient longtemps demandé, une loi d'exclusion contre les Chinois, bien que ces mêmes Chinois soient bien plus désirables que la plupart des gens du troupeau grossier qui s'en vient grossissant aux portes de l'Est.»

Si nous en avions l'espace, ou le désir, nous pourrions multiplier ces citations, mais nous en avons donné assez pour démontrer ce que pense M. Wilson et ce qu'il vaut, quand il se pose comme un historien impartial pour discuter les problèmes américains. Nous en avons dit assez pour que les Canadiens français, résidant aux États-Unis, puissent immédiatement méditer avec profit sur les déclarations du candidat démocrate. Il peut devenir le prochain président des États-Unis, mais il trouvera qu'il est difficile d'expliquer les opinions qu'il a exprimées alors qu'il ne pensait pas de briguer les suffrages du peuple et qui montrent clairement que les intérêts de l'Église aux Philippines et ailleurs seraient très difficilement sauvegardés, s'ils tombaient entre ses mains.

## MISSION DE M. BORDEN

Une dépêche nous informe qu'en quittant Londres le 30 août pour se rendre à Liverpool et s'embarquer pour le Canada, sur le *Victoria*, M. Borden, premier ministre du Canada, et M. Pelletier, ministre des postes, étaient accompagnés des vœux que forme le gouvernement anglais pour une plus étroite entente des diverses parties de l'empire britannique en vue de sa défense.

Les journaux conservateurs de Londres disent qu'ils espèrent que la mission de M. Borden aura pour résultat d'entraîner le Canada à coopérer à la défense de l'empire.

*The Pall Mall Gazette* dit: «Il est la personnification d'un mouvement de patriotisme.»

«Il n'y a aucun doute que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du sud le suivront dans la voie où il aura guidé le Canada. Nous devons attendre quelque peu pour nous rendre compte du résultat de la mission de M. Borden, mais nous pouvons avoir confiance qu'un grand pas sera fait en vue de l'établissement d'un empire reposant sur la paix et ce à quoi est destinée la race anglaise.»

*The Westminster Gazette*, organe du gouvernement, exprime la même opinion.

Le récent discours de sir Wilfrid Laurier est critiqué par certains journaux conservateurs et principalement par le *Morning Post*, qui déclare:

«Le discours de sir Wilfrid ne peut être considéré que comme un discours hostile à la politique navale de l'Angleterre.»

D'après M. Aikins, député de Brandon, qui vient d'arriver d'un voyage en Europe, l'Allemagne et l'Angleterre sont maintenant en guerre!

Il a dit dans une interview: «J'ai pu, étant en Europe, me convaincre que l'Allemagne et l'Angleterre sont maintenant en guerre.»

«Le grand coup n'a pas encore été frappé, mais, lorsqu'il le sera, tout sera terminé en trois mois ou en trois jours.»

«J'espère de tout coeur que, lorsque le Canada comprendra la situation, il s'empressera de venir à l'aide.»

## QU'ON PENSE de la 'CROIX' AUX ÉTATS-UNIS

On lit dans la *Catholic Fortnightly Review*, de Saint-Louis, l'une des plus éminentes revues catholiques des États-Unis (Juillet 1912):

«Le directeur du vaillant journal catholique de Montréal, la *Croix*, a été condamné à payer 3,000 piastres de dommage à la fille de feu Chiniquy, pour avoir fait allusion à sa mère, qui s'était «légalement mariée» avec feu Chiniquy, comme étant sa concubine. Ce jugement a été rendu par le juge Greenshield, bien que la fille de cette dame eût admis publiquement, au cours des débats, qu'elle n'avait souffert aucun dommage, ni pécuniaire ni moral, à la suite de l'article de la *Croix*.

«Il n'y a pas longtemps, la *Vérité*, de Québec, fut exploitée (muled) de la même façon. La *Croix* soupçonne qu'une campagne occulte est organisée contre la presse catholique. La loi du pays de Québec, en matière de libelle, devrait certainement être amendée.»

A ce propos, on nous envoie, de Belgique—où la *Croix* a beaucoup d'amis—le texte authentique suivant du *Bulletin du Grand Orient*, organe judaïque et maçonnique, de Belgique, tome II, p. 19:

«Il faut tenter aux journaux catholiques des procès civils....»

«Il faut poursuivre, en dommages et intérêts, les prédicateurs coupables d'avoir conseillé, publiquement, le désabonnement aux feuilles franc-maçonniques.»

«Il faut engager ces procès devant les tribunaux, dans lesquels nos FF. sont assurés de la majorité.»

Ce texte se passe de commentaires, hormis que la loge de Montréal veuille en faire pour se disculper de l'accusation que cet extrait du *Bulletin du Grand Orient*, de Belgique, fait peser sur elle.

André CHAUVEAU.

A NOS

## Nouveaux Lecteurs

Nous adressons, aujourd'hui, la *Croix* à un grand nombre de compatriotes résidant aux États-Unis. Nous voudrions qu'elle devint dans leurs foyers la messagère fidèle apportant chaque semaine les bonnes nouvelles du Canada. Il fait bon, le dimanche, le soir, en tout temps, de causer de choses de la patrie quand on en est éloigné. La *Croix* sera là pour animer la conversation et inspirer au besoin des idées, des projets, de l'enthousiasme et de la vie. Qu'on la reçoive; qu'on lui ouvre les bras: elle apporte avec elle le bonheur et la joie.

Deux suffragettes, condamnées, en Irlande, à cinq ans de prison, pour avoir tenté de mettre le feu au théâtre Royal, à Dublin, refusent toute nourriture et voudraient ainsi forcer les autorités judiciaires à les mettre en liberté.

Les suffragettes donnent autant de trouble au gouvernement anglais, que l'Allemagne lui cause de crainte.

# LA CORRUPTION aux États-Unis

Le sénateur Penrose, que le parti rooseveltiste a accusé récemment d'avoir reçu 25,000 piastres du trust des pétroles en 1904, a déclaré au Sénat que cette somme était une partie de la contribution versée par ce trust au fonds de campagne électorale en faveur de la candidature de M. Roosevelt. Cette contribution fut demandée par M. Roosevelt lui-même et par M. Cortelyou son agent qui obtinrent, d'autre part, 100,000 piastres par l'intermédiaire de M. Bliss.

Le sénateur Penrose a ajouté que M. Roosevelt, qui a toujours démenti hautement avoir reçu un concours pécuniaire du trust en question, demanda encore d'autres fonds, mais le trust déclara qu'il avait assez donné.

M. Penrose a de plus affirmé que M. W. Flynn, le "boss" de Pensylvanie, qui est un des chefs de la campagne en faveur de M. Roosevelt, avait cherché à acheter un siège sénatorial par l'intermédiaire de l'orateur pour 2 millions de piastres. Il a produit un télégramme de M. Flynn au trust des pétroles pour demander son concours.

Ces révélations, tendant à établir que M. Roosevelt, tout en combattant les trusts, trouve auprès d'eux les fonds de sa campagne électorale, ont produit quelque sensation. L'ancien président y oppose un formel démenti. Il nie que la somme ait été employée et fait publier des let-

tres écrites par lui, en 1904, à ses agents, leur interdisant de se servir de cet argent et leur enjoignant de le renvoyer aux expéditeurs.

Le sénateur Penrose répond que M. Roosevelt a bien écrit ces lettres, mais que c'était là une manifestation toute platonique, destinée à tromper l'opinion publique et que M. Roosevelt avait en réalité accepté la subvention.

Le sénateur, qui est naturellement furieux d'avoir été battu par M. Roosevelt aux dernières élections primaires en Pensylvanie, a déclaré que M. Georges Perkins a donné en 1904 trois millions de dollars à M. Roosevelt pour mener sa campagne. M. Roosevelt répond que c'est faux.

"Il n'y a rien qui me fasse plus plaisir que l'opposition du sénateur Penrose, s'écrie-t-il. Lui et ses alliés au Sénat, démocrates comme républicains, ont ourdi une conspiration pour servir la cause de la corruption en politique et en affaires, et par des calomnies et des mensonges ils s'attaquent au seul homme et au seul parti qui mette sérieusement en danger cette corruption. Leur opposition, pleine de fiel, pleine de haine et de méchanceté, provient du fait qu'ils n'ont pas pu se servir de moi, et qu'ils désespèrent d'y réussir jamais."

L'histoire nous dira si M. Roosevelt dit la vérité.

## Autre attentat contre deux prêtres à Paris

La semaine dernière, à Paris, deux prêtres ont été victimes d'un attentat.

Au moment où l'abbé Lesellier, étudiant à Rome, et l'abbé Lelièvre, professeur de philosophie au Collège de Fleurs, dans l'Orme, descendaient d'un train pour s'engager sur le pont Royal, un individu s'élança devant eux, se retourna et tira deux coups de revolver sur les deux prêtres.

L'abbé Lesellier a été atteint d'une balle au bras droit et l'abbé Lelièvre a été blessé à l'aîne assez profondément.

L'état des deux victimes, transportées à l'hôpital, n'est heureusement pas grave. Le coupable arrêté est un nommé Gino, âgé de 49 ans, né en Savoie. Il a déclaré qu'il avait voulu faire œuvre de justice.

Evidemment, nous sommes en face d'une conspiration criminelle ourdie au fond de quelque caverne anarchique contre les prêtres, car les attentats contre les membres du clergé sont trop fréquents depuis quelques semaines pour qu'il n'en soit pas ainsi.

## L'ALLIANCE NATIONALE

### Une flatteuse appréciation

Je ne saurais quitter la bonne et hospitalière petite ville de Woonsocket, sans avoir, au préalable, offert—comme délégué de l'Alliance Nationale et comme journaliste—à nos compatriotes franco-américains un témoignage d'estime et de reconnaissance pour l'accueil bienveillant et cordial qu'ils ont fait à leurs frères du Canada.

Ils n'ont ménagé ni leur temps ni leur personne. Ils se sont dépensés sans compter, et nous ont rendu notre séjour, dans la Nouvelle-Angleterre, très agréable.

Les membres du Cercle Leclerc ont déployé beaucoup d'activité et c'est à eux que nous sommes redevables de l'admirable organisation dans la ville de Woonsocket.

Délégués de l'Alliance Nationale, nous avons eu tous les honneurs religieux et civils.

Nous avons été reçus avec enthousiasme par le vénérable curé de la paroisse du Précieux-Sang. Il nous a ouvert toutes grandes les portes de son église, et son représentant nous a souhaité la plus cordiale bienvenue.

Son honneur le maire Daigneault nous a confié les clefs de la ville, et Son Excellence le gouverneur nous a donné son Capotole.

Après tant de sympathies, nous pouvons sans hésiter vous dire que vous êtes non-seulement nos compatriotes, mais nos frères, par la langue, par votre origine et vos coutumes.

Notre convention dans cette cité sera pour vous un puissant facteur de recrutement pour nos sociétés canadiennes-françaises et en particulier pour l'Alliance Nationale.

Les travaux accomplis pendant cette convention, les rapports des officiers généraux, la marche progressive de cette Association canadienne-française née il y a à peine 20 ans sur le sol d'Amérique, vous démontrent suffisamment, je crois, le rôle important qu'elle est appelée à jouer dans l'avenir de notre race.

Une société qui met toute ses énergies au service de l'Eglise et de la patrie, est une société qui vivra en dépit de tous les obstacles.

Or, l'Alliance Nationale vivra car elle est essentiellement catholique et patriotique. Et sa mission est grande puisqu'elle doit sauvegarder notre langue et notre foi.

J. A. SAINT-DENIS.

## LA SITUATION DES PRÊTRES PORTUGAIS

Une note de la rédaction de l'*Os servatore Romano* dit: « La situation des prêtres portugais qui ont accepté une pension de l'état paraît insoutenable au point de vue ecclésiastique, parce qu'il résulte, de l'acceptation de cette pension, d'abord un assujettissement humiliant pour les ministres du culte vis à vis les autorités laïques persécuteurs de l'Eglise, et ensuite la reconnaissance implicite de la loi de séparation condamnée solennellement par le Saint-Siège ».

# Les Etats-Unis et l'Angleterre EN 1814

## Un anniversaire mémorable

L'approche du centième anniversaire du traité de Gand de décembre 1814, qui mit fin à la guerre des Etats-Unis d'Amérique contre l'Angleterre et qui sera bientôt commémoré, par les deux pays, donne intérêt au rappel de faits généralement peu connus.

Les treize colonies américaines dépendant de l'Angleterre, avaient réussi à conquérir leur indépendance. Le traité de 1783 avait scellé la paix entre la jeune république issue de leur union, et la mère-patrie. Immédiatement, les relations s'étaient rétablies cordiales et intimes. La république américaine paraissait, malgré son indépendance, comme un satellite de l'Angleterre, à laquelle l'unissaient tant de relations d'intérêt, de communauté d'origine, de langue et de religion. Mais la révolution française éclata, et affirma l'hostilité implacable de l'Angleterre et de la France. L'opinion publique américaine se divisa profondément. Les éléments conservateurs se déclarèrent favorables à l'Angleterre, tandis que les classes populaires sympathisèrent d'instinct avec le pays qui avait proclamé les droits de l'homme et aboli la royauté. Deux grands partis se formèrent. Les fédéralistes, partisans de l'Angleterre, — favorables, d'ailleurs à l'indépendance des Etats particuliers constituant l'Union, — et les démocrates républicains, amis de la France et protagonistes de la politique du renforcement de l'autorité centrale. Il n'est pas besoin de dire quelles alternatives de puissance eurent les deux opinions, suivant l'évolution des événements européens et suivant le développement prestigieux du régime napoléonien. Mais leur antagonisme ne dépassait guère les limites d'une querelle de partis et, en attendant, l'état de guerre permanent en Europe favorisait à un degré inespéré les intérêts du commerce maritime européen redevenu à peu près seul convoyeur du trafic entre les colonies des différents pays et les ports d'Europe. C'était, en vérité, trop beau pour pouvoir durer.

Ce fut le système continental qui donna naissance à la guerre anglo-américaine. Ce système résultait de l'antagonisme existant entre les décrets impériaux de Berlin et de Milan, et les ordres du conseil britannique. Les premiers interdisaient l'entrée dans tous les ports du continent, de Danzig à Cadix et de Gibraltar aux bouches de Cattaro, de tous navires neutres, c'est-à-dire américains, ayant fait escale dans un port anglais. Les ordres du conseil, au contraire, préservaient la capture de tous les bâtiments rencontrés dans les mers d'Europe qui ne pourraient justifier, au préalable, de s'être arrêtés à Londres ou à Malte. Ajoutez que le gouvernement anglais s'arrogeait le droit de saisir sur les bateaux américains, même sur les bâtiments de guerre, sous prétexte de désertion, les marins de l'équipage. La question des déserteurs était d'une gravité exceptionnelle. Sans doute, des matelots anglais déserteurs pouvaient avoir cherché un refuge sur les bâtiments américains. Mais le gouvernement anglais manquait toujours de marins, et il suffisait à ses officiers, passant la revue d'un équipage américain, de l'indice le plus léger, pour déclarer déserteurs anglais un certain nombre de matelots, et, sans autre forme de procès, pour les emmener en captivité. On comprend que la situation était intolérable, et que, aux Etats-Unis, les partisans les plus déterminés de l'Angleterre furent, à la fin, obligés de renoncer à leurs sympathies. Des négociations furent entamées au cours des années 1808, 1809 et 1810, simultanément avec Napoléon et le minis-

tère anglais, pour aboutir à une amélioration de la situation.

Le président Madison, le successeur de Washington, appuyé par son vice-président, le célèbre Monroe, qui, devenu président à son tour, devait formuler ce credo yankee: "L'Amérique aux Américains", — ayant épuisé toutes les tentatives de conciliation, déclara, en 1812, d'accord avec le Congrès, la guerre à l'Angleterre. Sa réélection dans la même année pour un second terme de présidence prouva qu'il avait fidèlement répondu à l'attente de l'opinion publique.

Le caractère de la guerre résultait des circonstances. Les Etats-Unis voulaient étendre l'affranchissement acquis par eux, aux colonies du Canada, tandis que l'Angleterre, dont la puissance coloniale s'était démesurément accrue par la conquête de possessions coloniales françaises, hollandaises et même espagnoles, nourrissait l'ambition de faire rentrer sous le sceptre britannique sinon les Etats-Unis, du moins les grands ports de l'Atlantique. La guerre fut donc, fatalement, à la fois terrestre et maritime. Il y eut, sur terre surtout, des alternatives de succès et de revers. Le fait le plus saillant fut l'occupation, d'ailleurs momentanée, de la capitale, Washington, qu'on se retirant l'armée anglaise détruisit de fond en comble par l'incendie.

La guerre anglo-américaine n'était au fond qu'un épisode de la lutte à mort de l'Angleterre plus tard de l'Europe coalisée, contre la France ou plutôt contre Napoléon. Quand cette lutte fut enfin terminée, en mai 1814, par la prise de Paris et l'abdication de l'Empereur, la guerre américaine n'avait vraiment plus de raison d'être. Elle continua néanmoins pendant quelque temps encore, jusqu'au moment où les Etats-Unis demandèrent la médiation de l'empereur Alexandre de Russie, pour le rétablissement de la paix. Celui-ci proposa une réunion de plénipotentiaires à Göttingen. Mais le gouvernement anglais, qui trouvait que vraiment ce n'était pas la peine d'avoir abattu Napoléon pour donner son rôle au monarque russe, voulut traiter seul à seul et directement avec les Etats-Unis et choisit Gand comme siège de la conférence. On saisit ici une nuance diplomatique intéressante. Logiquement, les négociations auraient dû avoir lieu à Vienne, au congrès général réuni pour faire la paix générale; mais l'Angleterre, par le choix d'une autre ville et en traitant seule avec les Etats-Unis, indiquait que la guerre avec son ancienne colonie avait eu un caractère tout à fait particulier et intime. Aussi, d'abord, les négociations faillirent ne pas devoir aboutir. Tout le traité de reconnaissance d'indépendance de 1780 fut remis en question, spécialement en ce qui concerne la question des limites entre l'Union et le Canada, qui, d'après ce traité était la ligne médiane des grands lacs supérieurs, Erie, Ontario. Son ambition était de faire de ces lacs des mers intérieures incorporées, complètement au Canada. Mais enfin l'accord se fit, et, au mois de décembre, le traité fut signé.

C'est cet anniversaire que, dans deux ans, les Etats-Unis et l'Angleterre se proposent de commémorer à Gand, avec le concours de la Belgique.

### QUE TOUS LE SACHENT

A la *Croix*, nous nous chargeons de tous les travaux d'imprimerie, depuis les plus faciles jusqu'aux plus difficiles. Les commandes qu'on nous donne par la maille sont remplies aussi bien que celles qu'on vient nous porter.

# "L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE"

C'est le titre d'un journal, celui des instituteurs révolutionnaires de France. Sur les six mille adhérents à la fédération des instituteurs syndiqués, *L'École émancipée* compte deux mille abonnés.

Bien entendu, ceux qui compareraient simplement ces chiffres avec les cent mille maîtres qui composent le corps enseignant en France, seraient tentés de considérer comme négligeable ce mouvement anarchiste. Mais hélas! quand on réfléchit au mal que ces propagandistes de la Confédération Générale du Travail disséminés dans les écoles publiques françaises peuvent faire; quand on songe qu'il y a dix ans, il n'y avait pas un seul syndicat d'instituteurs; enfin quand on connaît le but et les moyens de cette armée du désordre, de la violence et de la destruction, on est bien obligé, aussi optimiste qu'on veuille paraître, d'être effrayé et de trembler en pensant à l'avenir.

Dans leur Congrès de Chambéry, tenu récemment, les instituteurs syndiqués de France viennent de se montrer sous le plus mauvais jour.

Non contents d'affirmer avec cynisme, brutalement, grossièrement, leur antimilitarisme, ils ont fait officiellement, se moquant ainsi des lois, de l'autorité et de leurs supérieurs, une profession de foi anarchiste. Dans la deuxième séance, les congressistes ont envoyé un salut fraternel à la Confédération du Travail, ils ont voté une adresse de sympathie aux inscrits maritimes en révolte, et voté un vœu en faveur du disciplinaire Rousset. Un orateur a prononcé un discours pour conseiller le malthusianisme.

Et ce sont des fonctionnaires qui ont en cette attitude. Ce sont des fonctionnaires qui ont donné ainsi publiquement la main aux organisateurs du sabotage et aux partisans de l'action directe. Ce sont des fonctionnaires, et ce qui est bien plus grave, ce sont des instituteurs, c'est-à-dire des hommes dont la mission est de former et de menbrer l'esprit et le cœur de la jeunesse, ce sont des "éducateurs" qui ont approuvé la doctrine infâme du foyer sans enfants!

On croit rêver, vraiment, quand on lit ces choses, et on se demande si elles sont possibles.

Car enfin, cet instituteur révolutionnaire, qui croit préparer par la parole, par sa présence ou par des actes le grand chambardement, la destruction de la société, fera la classe demain.

Cet antipatriote sera obligé de parler à ses élèves de la patrie. Cet antimilitariste devra faire, de temps en temps, allusion à l'armée. Comment s'acquittera-t-il de sa tâche? Gardera-t-il pour lui seul ses idées révolutionnaires? Pourra-t-il s'empêcher de les inculquer à ses élèves? Ses principes ne perceront-ils pas à travers sa conduite, ses leçons, son exemple?

## L'UNION SAINT JEAN-BAPTISTE D'AMÉRIQUE

L'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique a tenu son 7e Congrès les 3 et 4 du courant, à Fall-River (Mass.)

A l'avenir, ces conventions se tiendront tous les trois ans. Le comité des finances a été aboli et remplacé par trois conseillers et un censeur. Le bureau exécutif se composera du président, du secrétaire, du trésorier, du médecin-réviseur et du censeur.

### SOYONS PRATIQUES

Confiez de préférence vos travaux d'imprimerie aux ateliers de la Croix. D'une pierre vous frapperez deux coups: vous paierez moins cher qu'ailleurs et vous encouragerez une bonne œuvre.

# ÇA ET LÀ

## L'AÉROPLANE IMMOBILE DANS L'AIR?

Un collaborateur de la *Post* a eu un entretien avec l'inventeur de ce nouvel aéroplane, soi-disant susceptible de rester immobile dans les airs.

Le constructeur a donné quelques indications sur son appareil; outre l'hélice propulsive, il existe une hélice ascensionnelle, qui permet à l'aéroplane de quitter verticalement le sol, sans y rouler et de garder l'immobilité dans les airs. Il suffit, pour cela, d'arrêter l'hélice propulsive. Le fuselage affecte la forme d'un long canot, muni de roues latérales creuses, qui lui permettent, éventuellement, de se tenir sur l'eau.

L'appareil sera actionné par trois moteurs de 150 chevaux chacun, capables de lui imprimer, avec quatre personnes, une vitesse de 80 kilomètres à l'heure et d'atteindre une altitude de 500 mètres en trois minutes!

## UN PRESBYTÈRE À L'ENCAI

La journée du 11 août 1912 restera pour Vançais (France) une date mémorable. Ce village des Deux-Sèvres possède un presbytère, construit grâce aux libéralités des catholiques et surtout de la famille de Prin, mais confisqué par suite des lois de spoliation et "attribué" au département des Deux-Sèvres. Ne pouvant rien faire de ce bâtiment qui, depuis deux ans, tombe en ruines, le conseil général décida de le mettre en vente. La mise à prix était de 700 piastres. Des protestants poussèrent les enchères sur ce presbytère volé aux catholiques, qui, après une vraie bataille, fut adjugé pour \$1,800 à Mme de Feuchier, qui revendiquait le bien pour les catholiques.

## LES EVEQUES D'ITALIE CONTRE LES MODES

On mande de Rome: "Les évêques d'Italie continuent leur active campagne contre la mode et ses excès."

"A Plaisance, l'évêque vient de stigmatiser dans un sermon les toilettes peu décentes des femmes."

"L'archevêque de Messine a invité les curés à refuser l'absolution aux femmes "vêtues sans pudeurs", à "ne pas les accepter comme marraines aux baptêmes."

Cette campagne avait été commencée, comme on sait, par le patriarche de Venise, en juin. Elle a l'approbation du Saint-Père.

## PENSEES DIVERSES

Il y a deux sortes d'hygiénistes: ceux qui, n'ignorant pas que l'homme est avant tout un être moral, savent que rien de ce qui nuit à l'âme ne peut faire de bien au corps; et qui, ne voyant dans l'homme qu'un assemblage de matière, bornent leurs efforts à affranchir cette matière des fâcheuses conséquences que peut amener pour elle la satisfaction de ses appétits. Que ces derniers fassent de la médecine vétérinaire, je n'y vois pas d'inconvénient, mais je décline leur compétence pour trancher les questions relatives à l'humanité.

JULES PAGNY.

Malheur à ceux qui cachent l'indifférence sous le nom de tolérance! Ils deviendront bientôt intolérants à leur tour, intolérants contre Dieu et la vérité!

MONTALEMBERT.

Une personne sensée juge d'une tête par ce qu'il y a dedans; les femmes frivoles par ce qu'il y a autour.

MARIE LEZINSKA

Reine de France.

## NOTRE IMPRIMERIE

Elle ne le cédera bientôt à rien aux autres imprimeries les plus modernes de Montréal.

# CONTRE LES CONGREGATIONS RELIGIEUSES en Italie

Le bruit court depuis un certain temps, que, pour remonter le Trésor, quelque peu épuisé par la guerre de Lybie, le gouvernement italien songerait à la mesure classique: une nouvelle loi de spoliation des communautés religieuses.

Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire de l'Italie nouvelle, de plus, les exemples de la soeur latine d'outre-mont sont fort alléchants, surtout pour les juifs et autres maçons besogneux qui aspirent à imiter les exploits des "liquidateurs".

C'est le municipal de Rome, semblable à celui qui sera chargé de jeter les coups de sonde dans l'opinion publique. Le *Messagero* — le petit journal du peuple de Rome dont il est le vrai Roi — a parlé dans plusieurs articles de la nécessité de revendiquer certains couvents de Rome.

Il a rappelé qu'il y a une loi toujours en vigueur, qui rend des plus faciles l'opération.

En arrivant à Rome les anticléricals italiens y ont prononcé les lois piémontaises sur les Congrégations religieuses: en principe, les monastères qui n'ont point charge d'âmes étaient supprimés. Les religieux et religieuses qui en occupaient les immeubles avaient cependant le droit d'y rester jusqu'au moment de leur mort; jusqu'à ce moment aussi on le nombre des occupants serait réduit à six. Les survivants seraient alors réunis à d'autres communautés, même d'Ordre différent.

Le gouvernement se réservait aussi, bien entendu, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette dernière clause a joué abondamment dans les premières années de l'occupation de Rome: on s'en est servi pour installer les ministères et les divers bureaux d'administration centrale, dans les couvents des grands Ordres. C'est ainsi que le ministère de l'Instruction publique fut logé dans le couvent de la Minerve, des Dominicains; la maison générale des Jésuites servit à une des directions du ministère de la Guerre; le grand oratoire de saint Philippe de Néri devint provisoirement le Palais de Justice, etc.

Après cette première rafle, il y eut un temps d'accalmie. Le gouvernement se contenta de laisser la loi étendre automatiquement les Congrégations. On vous montre dans Rome un certain nombre de vieux couvents, abritant les débris réunis de plusieurs communautés, surtout de femmes, qui ont tenu jadis une place intéressante dans l'histoire religieuse de la Ville Eternelle, et dont bientôt il ne restera plus que le souvenir.

Par exemple, lorsque pour la première visite de l'empereur Guillaume on voulut dégager les abords du Quirinal et ouvrir sur des jardins les appartements, jadis réservés aux Conclaves, de la "Manica Lunga", on expropria à la hâte les Sacerdotesses et les Capucines, dont les pauvres couvents s'élevaient à côté du palais des Papes. Elles furent casernées dans une maison de la via Galilei Municipale, et où vint bientôt les rejoindre les Soeurs de Saint-Bernardin de Sienna, chassées de leur monastère de la via Panisperna, par l'École professionnelle des filles.

Les dernières habitantes de ce couvent provisoire de la via Galilei viennent d'être encore une fois transférées en un autre local.

Le *Messagero* annonce que le syndic Nathan a de même requis l'application de la loi contre d'autres communautés qui n'atteindront plus bientôt le nombre légal.

Il a revendiqué de la sorte le monastère de Saint-Pantalon, auprès de la chancellerie; de Sainte-Dorothea, au Transtévère; de Sainte-Lu-

cie "in Selet", au pied de l'Esquilin.

Les Capucines qui, au XVIIe siècle, ont été placées, par Urbain VIII, auprès de l'Église de l'Immaculée-Conception de la place Barberini se sont vus successivement expulsés des jardins, puis de la majeure partie de leur couvent historique. Il ne leur reste plus que les locaux strictement nécessaires pour le service de l'Église.

Ceux qui connaissent un peu le passé de Rome, savent quels souvenirs de sainteté et d'histoire étaient attachés à ces couvents, aujourd'hui menacés par la pioche du démolisseur. C'est quelque chose de la vieille Rome qui s'écrasera avec eux.

Le couvent actuellement le plus visé par les appétits bloqués s'adosse au grand mur élevé par l'empereur Auguste pour clore son forum et le forum de César, du côté de la Subura. C'est là que se dressent encore les colonnes du temple de Mars vengeur, où plus d'un martyr confessa la foi devant les prêtres romains et reçut sa sentence de mort.

Le *Messagero* réclame ce couvent afin, dit-il, d'assainir le quartier et de débayer le temple de Mars Vengeur et le forum d'Auguste.

Ce n'est qu'un prétexte, et le *Messagero* ne prend même pas le soin d'éviter la contradiction. Car on ne pourrait assainir le quartier qu'en démolissant les ruines du forum impérial, et on revendique le couvent pour mieux conserver ces ruines.

Les religieuses l'occupent actuellement en vertu d'un contrat en bon et due forme passé avec la commune de Rome. Elles ne se laisseront point déloger sans éprouver tous les moyens de la résistance légale.

Rome est trop la "chose" des catholiques du monde entier pour que ces attentats du "bloco" et de M. Nathan puissent les laisser indifférents. C'est l'une des calamités du régime actuel, que des hommes, étrangers à tout ce qui fait l'âme de la vraie Rome, puissent impunément bouleverser, au gré de leurs caprices ou de leurs haines, ce qui a été pendant des siècles la parure si providentiellement ajustée, et le corps même de la Ville Eternelle.

## GELLES QUE L'ON CHASSE

Nous lisons dans la *Croix d'Avignon et du Comtat*:

« Nous dédions les deux faits suivants aux partisans de la laïcisation: »

« A l'hôpital Sainte-Martine, les malades sont si nombreux que le personnel ne peut suffire à la besogne. On a cherché des infirmières pour compléter les services des salles. On n'en a pas trouvé. Celles auxquelles on s'est adressé ont refusé de signer des typhiques. On a dû écrire à la maison-mère des Sœurs de la Charité, à Paris, pour demander des religieuses qui elles ne se sont pas fait prier. Elles sont arrivées de Paris, après avoir voyagé toute la nuit; elles ont assisté à la messe, communie et sont aussitôt entrées en service. »

« Voilà celles contre lesquelles ont fait des lois! »

« Autre fait: Une garde-malade laïque de la ville a été demandée pour soigner une fièvre typhoïde. Elle a répondu par un refus. Pour toute autre maladie contagieuse, elle aurait accepté; pour la fièvre typhoïde, elle refuse. »

« Voilà celles qu'on voudrait imposer aux médecins dans leurs cliniques, à la place des Sœurs qu'on veut en chasser! Folie et cruauté maçonniques! »

Sans commentaires.

# LES MEFAITS — de la — Littérature Policière

Le *Temps*, de Paris, a publié cet article qui mérite l'attention à Montréal aussi bien qu'à Paris:

« L'actualité de plus en plus fertile en faits divers lamentables, se charge de nous démontrer l'urgence nécessaire de rétablir dans l'éducation de la jeunesse contemporaine les maximes sans lesquelles il n'y a point de prospérité nationale ni de sécurité sociale. »

Nous avons cité les exploits de deux garnements du village des Aires, près de Béziers, qui, pour se procurer des plaisirs néroniens, ont brûlé vif un chien préalablement enduit de pétrole. La pauvre bête, en agonisant comme une torche vivante, a mis le feu aux vêtements d'une fillette qui passait... Et cette enfant est morte des suites de ses brûlures.

A Paris, un gamin s'est amusé à mettre le feu au domicile de ses parents, qui sont d'honnêtes artisans de la Villette. Et cela dans des circonstances qui valent la peine d'être rappelées. Ce jeune incendiaire était allé acheter un bidon de pétrole chez un marchand de couleur du quartier. Il profita de l'absence de ses parents pour prendre possession du logis familial et pour arroser copieusement d'essence inflammable le plancher, les meubles, les rideaux, et même le linge dans les armoires!... Cela fait, le jeune Georges descendit l'escalier quatre à quatre, se précipita tout essoufflé dans la loge du concierge, et s'écria d'une voix haletante avec un tremolo digne de l'Ambigu:

— Un cambrioleur est là-haut... Il a tout bouleversé chez nous... Il a mis le feu... Le concierge alarmé, les locataires émus montèrent à l'étage où déjà s'annonçait un nuage de fumée suffoquant. On enfoua la porte. On jeta des seaux d'eau sur les foyers allumés. Et les pompiers, appelés en hâte, achevèrent d'éteindre ce commencement de combustion.

Mais le commissaire de police, qu'on était allé chercher, remarqua sur une table un morceau de papier fixé au bois ciré par la pointe d'un couteau. Sur ce papier, il lut ces mots fatidiques: "Vengeance! Je viens de la part de M. Robert, rue des Dames; j'ai reçu cinq cents francs pour vous faire rôti; je pars ce soir à l'étranger; ne cherchez pas à savoir qui je suis." »

Cette puérile mise en scène maladroitement combinée d'après les drames policiers que représentent nos théâtres populaires ou nos cinématographes suburbains, éveilla l'attention du commissaire de police, qui soupçonna tout de suite quelque méfait perpétré par un amateur évidemment dévoyé par des lectures troublantes. Il fit venir Georges.

— C'est toi qui as fait ça? Le gamin avoua en pleurnichant. — Pourquoi as-tu fait ça? — M'sieu le commissaire, voilà... J'ai lu des tas de romans, des histoires de brigands; ça m'a tourné la tête. J'en ai le cerveau fêlé... »

Cette aventure est un avertissement pour les parents qui ne surveillent pas assez les lectures de leurs enfants, et qui même, le cas échéant, vont en famille, le dimanche, assister à des spectacles pleins de suggestions mauvaises. C'est aussi la preuve qu'en dépit de l'optimisme officiel, une contre-éducation s'opère, s'organise en notre pays par la malveillance d'une littérature absurde et d'une déplorable dramaturgie. C'est un cas de contagion mentale. Ce mal n'est pas nouveau, hélas! mais ses effets se multiplient par des manifestations de plus en plus inquiétantes. Ce mal est dénoncé depuis longtemps par les plus compétentes autorités. Notre cher et regretté collaborateur Félix Pécaut, qui fut inspecteur de l'enseignement primaire et directeur de l'école normale de Fontenay-aux-Roses, hommes géné-

reux, passionné pour la vérité et pour le bien, a publié dans la "Revue pédagogique" des "Notes d'inspection" qui aboutissent à l'expression franche et loyale d'un sentiment d'effroi. "Je me demande avec inquiétude, disait M. Pécaut dans son remarquable essai sur l'Éducation publique et la vie nationale", je me demande pour qui et pour quoi nous travaillons... Est-ce pour livrer les âmes, à peine débrouillées, à de nouveaux et étranges éducateurs, à ces livraisons de romans à bon marché, à ces feuilles corrompues, parées des plus perfides attractions de l'image illustrée? Et tant de labeur de notre part, tant de sacrifices de la part de l'État n'aboutiraient-ils qu'à accroître la clientèle de cette honteuse littérature? »

Il convient d'enregistrer ces courageuses paroles et ces appréhensions loyalement dénoncées ou mélancoliquement prophétiques. Mais surtout il faut agir sans retard. Déjà plusieurs municipalités ont pris l'initiative d'interdire dans les établissements cinématographiques certaines exhibitions dangereusement suggestives. M. Lépine, préfet de police, s'occupe efficacement de remédier au péril social qu'aggraverait l'impunité des exhibitions où les gamins de Paris, sinon les adultes, vont prendre des leçons de cambriolage ou d'assassinat. Une excellente circulaire, visant la répression du port d'armes prohibées, vient d'être adressée aux procureurs généraux. Il faut en effet que des mesures sévères nous mettent à l'abri des méfaits du citoyen "Browning". Le port habituel d'un revolver suggère aux inconscients, aux impulsifs, aux détraqués, aux ivrognes la tentation du meurtre. Il est indispensable de désarmer toutes ces détestables incarnations de la malveillance humaine. Le danger public, en ce moment, c'est la fréquence croissante de ces suggestions malsaines qui viennent de l'alcoolisme, de la pornographie, des mauvaises lectures, et par qui s'opère une contre-éducation souvent plus forte que les maximes préconisées par les programmes de l'enseignement officiel.

Nous demandons instamment à tous ceux qui ont une parcelle de l'autorité publique de réfléchir sérieusement à tout cela.

Mais le *Temps*, s'il était encore plus sincère, s'il n'était pas imbu de radicalisme, jetterait toute la cause de cet état de la société française à la face des gouvernants du jour, en leur disant: vous êtes les premiers coupables. Votre enseignement athée vous accuse terriblement.

## Congrès de la libre-pensée

Le 15 août 1912 s'est ouvert à Lille le congrès national de la libre pensée dans l'amphithéâtre de la faculté de droit. Il était présidé par M. Crétois, délégué du Mans, ayant pour assesseurs MM. Beauvisage, sénateur du Rhône, Hubbard, ancien député, Beauquier, député du Doubs, le docteur Wagner, délégué de l'Eure, Bazire, délégué de Rouen, Doms et Hims délégués belges. 130 délégués représentant 58 départements sont présents.

Plusieurs discours ont été prononcés notamment par M. Beauvisage, qui a parlé de la défense de la liberté de conscience de l'enfant, du mariage civil. M. Tellier a donné lecture d'un rapport sur la question des églises.

Au cours de la séance les représentants de la libre pensée socialiste de Lille ont demandé à être introduits pour dire que « la libre pensée socialiste n'a rien de commun avec les libres-penseurs bourgeois réunis dans cette salle ». L'admission des socialistes a été refusée. — La France anti-maçonnique.

## A NOS LECTEURS

Ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est échu nous rendraient service en le payant.

# UNE INVITATION

Nous invitons TOUS nos lecteurs à ne pas donner leurs commandes d'impressions avant de les avoir soumises à la "CROIX"; qu'il s'agisse de n'importe quel genre de travail depuis le plus difficile à exécuter jusqu'au plus facile.

Nous sommes certains de pouvoir les remplir à leur plus grande satisfaction.

L'ADMINISTRATEUR

de l'imprimerie de la Croix.

## R & O Nav. Co. Nouveau Service LE BIJOU DES VOYAGES D'ÉTÉ

Outre le service quotidien de Québec, Murray Bay, Tadoussac et Chicoutimi, le nouveau VAPEUR SAGUENAY partira de Montréal, à 6.30 p. m., les mardis et vendredis, pour la Baie des Ha! Ha! sur la rivière Saguenay et les principaux ports intermédiaires, arrivant à Montréal, au retour, à 10 a. m., les vendredis et lundis.

Les billets sont bons pour la saison et des arrêts seront permis aux places d'eau ainsi qu'à Québec si on le désire. Des permis d'arrêt sont aussi donnés à tous ceux qui détiennent des billets de cabine.

Ligne MONTREAL-TORONTO (via les Mille Îles et Rochester, N. Y.) — Les bateaux partent tous les jours de semaine, à midi et demi. Le dimanche, à 10 a. m., du quai de LaSalle. (Prenez le tram du Grand-Trois partant de Montréal à 9.10 a. m.)

Renseignements détaillés avec tous les droits de l'Ouest.

BUREAU DES BILLETS, NOUVEL EDIFICE RICHELIEU 9-11 SQ. VICTORIA

## LE PAPE ET M. PIOUS

Le bruit a été propagé dans certains milieux catholiques français, d'une défaveur en laquelle M. Pious, président de l'Action libérale populaire de France, serait tenu au Vatican. Mgr Gély, évêque de Mendocino, vient de donner à ces racontars un démenti autorisé. Dans une réunion récente de cheminots catholiques à Mendocino, Mgr Gély s'est adressé à M. Pious en ces termes:

« Je suis heureux de vous rendre ici le solennel hommage que je n'ai jamais surpris ni dans vos discours, ni dans vos actes rien d'opposé à la volonté du Souverain Pontife, ni aux enseignements de l'Église qui fait son œuvre divine « sous tous les régimes ». »

« Aussi, lorsque dans ma dernière visite « ad limina », j'ai redit au grand pape Pie X votre inlassable dévouement aux intérêts religieux, l'auguste pontife m'a-t-il autorisé, avec une bienveillance particulière, à vous transmettre la même formule de bénédiction que j'avais recueillie de ses lèvres, il y a trois ans: « Dites à M. Pious que je bénis sa personne, sa famille et toutes ses œuvres. » »

## LA RETRAITE DE M. FALLIÈRES

On dit que le président de la République française est décidé, à l'expiration de son mandat, à rentrer dans la vie privée.

On annonce que M. Fallières a déjà fait choix de l'endroit où il se retirera à sa sortie de l'Élysée. C'est à Versailles, 24, rue de la Chancellerie, qu'il vient de louer un hôtel paisible. Cet hôtel possède une porte de sortie, 9 rue des Gravelles, en face de l'immeuble occupant le numéro 8 de la même rue, où habite déjà M. Lannes, gendre du Président.

Sans une règle autoritaire à direction sûre, en matière de révélation et de foi, une raison naturellement droite peut être entraînée hors du vrai par la poussée inconsciente d'une fausse métaphysique.

P. CASTELEIN

L'Évangile et le Christianisme d'après Ad. Harnack.

## SOYONS PRATIQUES

Confiez, de préférence, vos travaux d'imprimerie aux ateliers de la Croix. D'une pierre vous frapperez deux coups: vous paierez moins cher qu'ailleurs et vous encouragerez une bonne œuvre.

## AVIS IMPORTANT

Nos lecteurs sont priés de prendre note que les bureaux et l'imprimerie de la Croix ont été transportés au No 9 de la rue Notre-Dame Est, près de la rue Saint-Laurent.

Nous les prions de plus de ne pas différer de payer leur abonnement.

Quant aux lettres qui nous sont envoyées, il suffit, pour qu'elles se rendent à leur destination, de les adresser à: La Croix, Montréal, Canada.

## Avis importants

1. — L'abonnement à la « Croix » est payable d'avance et nous imitons nos lecteurs à satisfaire fidèlement à cette obligation.

2. — Tout chèque à l'ordre de la « Croix » ou de son directeur doit être fait payable au pair à Montréal. S'il ne l'est pas, le signataire doit ajouter, au montant qu'il veut payer, 15 cts pour les frais de perception dudit chèque.

3. — Tout lecteur qui désire cesser de recevoir la « Croix » doit au préalable payer tout ce qu'il doit à notre administration et nous aviser LUI-MEME de son désir. Autrement, si son compte sur son maître de poste pour nous donner tel avis, il doit s'attendre à des désagréments, car, souvent, le maître de poste oublie ou néglige de le faire et de lui en laisser des délégués dont nous voudrions éviter les conséquences à nos lecteurs.

LA DIRECTION

## DÉCORATION ARTISTIQUE d'ÉGLISE

Copies des grands maîtres de peinture religieuse. Compositions de Tableaux, Fresques, Chemins de Croix, etc.

PRIX MODÉRÉS

A VENDRE: Dernière composition de Mons. A. Des Queyroux: Élie, Élie, Lammia, Sabnactani—Grand Christ en peinture, de 5 pieds par 8, encadré, très belle exécution, à vendre.

PRIX MODÉRÉS

A. Des QUEYROUX, Artiste-peintre 336, RUE MACKAY

Tel. 2111.

## LE PACIFIQUE CANADIEN

### SERVICES DES TRAINS

Kennebunkport, Old Orchard 9 a. m., 9.15 p. m. Boston (a) 8 a. m., (b) 8 p. m. Halifax (a) 7.35 p. m. St. John, N. B. (a) 7.35 p. m. Toronto (a) 8.00 a. m., (b) 10 p. m. & Yonge Street 10.15 p. m. Québec (c) 9.00 a. m., (d) 1.30 p. m., (e) 5.00 p. m., (f) 11.30 p. m. (a) Tous les jours; (b) Tous les jours excepté le samedi; (c) Tous les jours, excepté le dimanche.

Montréal, Saskatchewan et Alberta

Les 3 et 17 septembre 1912. Billets bons pour 90 jours. Wagon-lit de tous râles pour Vancouver et les gares intermédiaires, 10.10 a. m. et 10.30 p. m., tous les jours.

## BUREAU DES BILLETS

141-143, rue Saint-Jacques.—Téléphone Main 8124, ou aux gares Viger et Windsor

# LA SOCIÉTÉ DES Artisans Canadiens-français

## NOS INSTITUTIONS NATIONALES

Fidèle au but qu'il poursuit, celui d'encourager par tous les moyens possibles nos institutions nationales et catholiques, notre journal commence aujourd'hui une série d'études sur les différentes institutions dirigées par nos compatriotes.

Nous espérons que nos lecteurs nous sauront gré de ce travail et qu'après une étude approfondie de ces sociétés, ils se feront un devoir, à l'avenir, de se joindre à elles de préférence à des institutions étrangères.

La plus ancienne, la plus prospère et la plus nombreuse de nos institutions nationales, est sans contredit la Société des Artisans Canadiens-Français.

Fondée le 9 Octobre, 1876, cette Société, toujours, a su s'intéresser à toutes les questions et donner son appui financier et moral à tous les mouvements intéressant notre nationalité, au point de vue religieux, national et social.

La Société des Artisans a un triple but :

Premièrement : Aider ceux de ses membres qui par maladie ou accident sont incapables de vaquer à leurs occupations au moyen d'une indemnité de \$5.00 par semaine pendant 15 semaines par année.

Deuxièmement : Elle donne aux héritiers de ses membres défunts une indemnité variant suivant le montant du certificat de \$100.00 à \$2000.00.

Troisièmement : Outre ce côté purement financier et mutuel, la Société a un but moral plus élevé qu'elle se propose d'atteindre : celui de réunir sous son drapeau tous les catholiques de race française de l'Amérique du Nord et pour cette raison, à sa devise : "JUSTICE, ECONOMIE, BIEN-ETRE" elle a ajouté les mots : "GESTA DEI PER FRANCOS".

La Société des Artisans Canadiens-Français, grâce à une administration prévoyante et à une gestion admirable de ses affaires, a réussi à enrôler dans ses rangs 40,630 Canadiens français des deux sexes et ses fonds accumulés s'élevaient actuellement à \$1,679,940.96. Depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre, 1911, elle a payé à ses membres malades \$1,451,428.44 et aux héritiers de ses membres décédés \$2,788,790.55, soit un total de \$4,240,218.91.

La Société compte actuellement 468 succursales et elle fait affaires dans les Provinces de Québec, d'Ontario, de Nouvelle-Ecosse, de Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince-Edouard, de Manitoba, d'Alberta, de Saskatchewan et dans les Etats du Maine, du New-Hampshire, du Massachusetts, du Rhode-Island, du Connecticut, du Michigan et du Vermont.

Nous sommes heureux de reproduire ici à la suite de ces quelques notes les éloquentes paroles prononcées par Mgr Bruchési, Archevêque de Montréal et Premier Aumônier de la Société des Artisans, en la présence de Mgr Stagni, Délégué Apostolique au Canada, le jour de la Fête Patronale!

"Mon discours je l'ai fait ce matin et je ne pourrais que répéter ce que je vous ai dit à l'église. Bien que souvenirs me sont cependant depuis revenus à la mémoire, surtout celui de cette belle fête de 1888.

"Nous, catholiques, nous devons nous rappeler que la mutualité est une institution du christianisme. Le Christ quand il descendit sur la terre trouva l'humanité gisant sur un grabat. Il l'a relevée, il lui a prêché et enseigné la charité fraternelle et nous, nous devons suivre ce sublime exemple.

"Toutes les sociétés mutuelles ont un noble but. Nous comprenons l'oeuvre des sociétés soeurs, nous suivons avec plaisir leurs progrès et leur développement et jamais de

la bouche d'aucun de nous, d'aucune personne ayant autorité, ne sortira un mot de critique. Nous dirons cependant que nous avons fait de la Société des Artisans Canadiens-Français la meilleure et la plus grande des sociétés mutuelles. Les Artisans peuvent aller partout planter leur drapeau et réaliser le rêve de nos devanciers.

"Quel est-il ce rêve? Créer et développer une société tellement parfaite qu'elle puisse un jour réussir à grouper toutes les parties, toutes les sections éparses de la grande race canadienne-française, sous un même étendard.

"Nous ne sommes pas jaloux du champ d'action des sociétés soeurs, nous sommes toujours heureux de leurs succès, mais nous leur demandons qu'à leur tour elles ne nous jalourent pas, qu'elles nous permettent à l'occasion de glaner quelquefois chez elles, de ramasser quelques gerbes perdues et je voudrais que ces sociétés soeurs conseillent à tous leurs membres de faire également partie des Artisans Canadiens-Français.

"Nous avons, nous, Canadiens, bien des qualités, mais il paraît que nous avons aussi des défauts et le plus grand de tous, c'est le manque de cohésion.

"Si nous étions et, notre président nous assure que nous le serons un jour, 100,000, nous aurions une armée formidable, disposant de plus de \$10,000,000 et si, un jour, on nous menaçait, cent mille hommes se lèveraient pour nous défendre. Qui oserait alors s'attaquer même au plus petit des nôtres?"

"La persécution ne peut affaiblir, si les persécutés se groupent, si nous nous tenons ensemble, si nous nous soutenons tous quand les Artisans Canadiens-Français se lèveraient pour défendre certains droits attaqués, ce serait la race canadienne-française tout entière qui se lèverait. (Longs applaudissements). Il faut que nous autres, au Canada, dans Québec, Ontario, dans l'Acadie, dans les autres parties du pays et dans les Etats-Unis, nous restions catholiques et canadiens-français avant tout.

"Un petit groupe d'Artisans se réunissait à Notre-Dame; ils n'étaient qu'une poignée et aujourd'hui vous formez une grande armée. Je me rappelle l'éloquent sermon du Père Plessis, mais personne ne pouvait prévoir alors les progrès que ferait la Société des Artisans Canadiens-Français.

"Il n'y a pas en Europe une seule société mutuelle comparable à la vôtre. Il faut être, pour y entrer, catholique pratiquant, il faut le rester pour continuer à en faire partie et pour bénéficier de tous les avantages de la société, il faut mourir dans les bras de notre Sainte Mère l'Eglise.

"Le Pape sera consolé quand il saura que cette fête a eu lieu.

"Les Artisans, Monseigneur Stagni, sont mes frères et mes amis et quand vous leur accorderez, Monseigneur, certaines faveurs, vous les accorderez en même temps à l'Archevêque de Montréal."

## SOCIALISME ET RELIGION

Il arrive de temps en temps que le Journal de Charlevoix pousse le cynisme jusqu'à prétendre qu'un ouvrier catholique peut s'enrôler sous la loque rouge sans danger pour sa foi.

Or, il écrivait encore hier : "Le socialisme ne pourra progresser que dans la mesure où la foi religieuse aura décliné."

L'équivoque, on le voit, n'est plus possible si tant est qu'elle l'ait jamais été.

Il paraît que nous aurons des élections fédérales avant six mois,

## MONSEIGNEUR

### Supprime sa visite pastorale à Saint-Jean

On a lu dans les églises de Saint-Jean, dimanche, la lettre suivante de Sa Grandeur Mgr Bruchési :

« Mes très chers frères,

« Je vous ai annoncé ma visite pastorale pour le 7 et le 8 septembre prochain. Cette visite toute de bénédiction et de paix suppose les esprits et les cœurs bien préparés et bien disposés pour recevoir les grâces qu'elle apporte.

« Or, j'apprends que précisément vers la date fixée on se propose de tenir une assemblée pour y traiter de questions graves dans lesquelles l'autorité du Saint-Siège et des évêques est concernée. Une pareille réunion ne me semble propre qu'à exciter les passions et à faire oublier aux catholiques leurs devoirs. Des scènes comme celles dont on a été témoin il y a quelque temps pourraient se renouveler. Votre conscience vous dira ce que vous avez à faire. Mais dans de telles circonstances, la visite pastorale ne saurait avoir lieu.

« Avec l'expression de tous mes regrets, recevez, mes très chers frères, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués. 31 août 1912. »

Le juge Monet et ceux qui le suivent vont-ils enfin comprendre que leurs écarts sur la question des Prêtres de Monroir les mènent à un boubier?

Pierre LEMOINE.

## LA POLITIQUE

On dit que l'hon. Devlin succèdera à M. Pelletier comme représentant de la province à Londres et que M. Pelletier sera nommé greffier du conseil législatif. M. Galipeau ou M. Tessier aurait le portefeuille de M. Devlin.

Aujourd'hui, M. Laurier commence, à Marieville, une tournée politique dans la province de Québec. Serait-ce le présage d'élections générales prochaines?

La carte électorale serait changée à la prochaine session fédérale. La représentation des provinces se répartirait ainsi :

	Prochaine élection	Dernière élection
Ontario.....	82	86
Québec.....	65	65
Nouveau-Brunswick.....	12	13
Nouvelle-Ecosse.....	16	18
Ile du Prince-Ed.....	3	4
Manitoba.....	15	10
Saskatchewan.....	16	10
Alberta.....	12	7
Colombie-Anglaise.....	13	7
Yukon.....	1	1
Total.....	235	221

Il y aurait 14 députés de plus dans la prochaine Chambre.

LA

## REVOLUTION AU NICARAGUA

Le gouvernement de Washington n'avait reçu le 29 août aucune confirmation de la nouvelle venue de Panama, et disant que cinquante soldats d'infanterie de marine américains avaient été tués au Nicaragua.

En raison des dernières dépêches annonçant une amélioration dans la situation, le département d'Etat et celui de la marine, n'ajoutent aucune foi à ces bruits.

D'après les nouvelles reçues récemment au département d'Etat, 400 marins du croiseur "California" ont débarqué à Corinto.

Ils ont pris possession de la ligne de chemin de fer conduisant à Managua, la capitale de la république du Nicaragua.

Il y aura bientôt au Nicaragua 2,000 marins et soldats d'infanterie de marine.

L'ordre donné par le président Taft au 10<sup>e</sup> régiment d'infanterie de quitter Panama pour se rendre à Corinto, bien qu'ayant été annulé, a eu un effet salutaire sur les révolutionnaires du Nicaragua.

Le ministre Westzel a fait savoir que les insurgés, après avoir appris que les soldats américains étaient attendus, s'étaient tenus cachés.

La réouverture de la ligne de chemin de fer entre Managua et Corinto devait être le premier travail des marins américains.

Les premières nouvelles de l'amélioration de la situation au Nicaragua ont été reçues par le département d'Etat qui a publié les dépêches.

D'après une entente avec le capitaine Thomas Washington, commandant la canonnière "Denver", les rebelles ont pris l'engagement de réparer la ligne de chemin de fer de Corinto à Managua et de rétablir dans les quarante-huit heures la communication téléphonique entre ces deux villes.

Cet accord a été fait, à Corinto, par une commission venue de Chinandega, qui est la ville la plus voisine occupée par les rebelles.

LE

## Japon et les Etats-Unis

Une dépêche de Pékin dit que le docteur Sun Yat Sen a déclaré ouvertement qu'il craignait que le Japon n'occupât la Mandchourie et qu'il ne pensait pas que la Chine fût capable de défendre les provinces de l'Est.

Répondant à une question, le président provisoire de la république chinoise a dit que le Japon était le plus grand ennemi de la Chine.

Lorsqu'on lui a demandé si les puissances permettraient l'occupation de la Mandchourie, il a répondu qu'aucun pays n'était assez fort pour s'y opposer seul d'une manière effective.

La puissance du Japon dans les eaux d'Orient, a déclaré le docteur Sun, est semblable à celle de l'Angleterre dans la mer du Nord.

Comme on lui demandait si les Etats-Unis permettraient l'occupation de la Mandchourie, il a répondu que ce pays était incapable de maintenir la « Porte ouverte », et il a ajouté que toute intervention serait une cause de guerre et que la marine américaine serait battue par celle du mikado.

Les paroles du docteur Sun indiquent clairement que la Chine n'a aucune confiance dans les promesses japonaises ou aux articles publiés par les journaux contrôlés par les Japonais.

## LE CONGRÈS DE TROIS RIVIÈRES

Le congrès d'action sociale du diocèse de Trois-Rivières a réuni plus de 150 délégués. S. G. Mgr Cloutier a célébré la messe d'ouverture et exhorté les congressistes à l'union et à l'action. Il a présidé aussi la première séance, à laquelle deux études remarquables furent lues, l'une sur la tempérance par le Rév. P. Ladislav, o.f.m., et l'autre sur la bonne presse par M. Bernard. Le Dr Baril, le sympathique président de l'A. C. J. C., termina cette séance. A celle de l'après-midi, M. l'abbé Emile Cloutier parla des œuvres économiques et le Dr C. N. DeBlois de la tuberculose.

## LE CHAT ET LA SOURIS

La révolution du Mexique devait tourner au profit des Etats-Unis qui a les yeux sur ce pays, comme un chat qui guette une souris.

A Washington, on a déjà l'intention d'intervenir entre les rebelles et les hommes du pouvoir, et on sait que cette intervention aura comme résultat principal la mise en sujétion du Mexique.

## UN AVEU

A ceux qui font si grand état de l'enseignement laïc, nous signalons les quelques lignes qu'écrivait, en 1910, M. Ferdinand Buisson, ancien directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'instruction publique à Paris :

« Après un quart de siècle d'obligation scolaire sur le papier, le chiffre des petits réfractaires de l'école se traduit en un chiffre constant de conscrits illettrés dont il est impossible de ne pas rougir. Il ne s'agit plus là de théories; nous sommes entourés de peuples qui, il y a quarante ou cinquante ans, n'étaient guère plus avancés que nous. Sur toute notre frontière de l'Est, Suisses, Badois, Wurtembourgeois, Hessois, Hanovriens, Prussiens et plus loin tous les Etats de l'Empire allemand, tous les peuples du Nord, Hollandais, Danois, Suédois, Norvégiens, ont résolu victorieusement le problème : dans toute l'Europe centrale, un soldat illettré ou demi illettré est un cas d'une telle rareté que là où il est le plus fréquent, il n'attend pas quatre hommes sur dix mille. Et nous, nous, nous, chaque année dans nos régiments, au bas mot — car nous ne le savons que par à peu près — vingt ou vingt-cinq mille jeunes Français qui ne savent au vrai ni lire ni écrire, même quand on parvient à leur faire tracer tant bien que mal les lettres de leur nom.

« Que M. Briand songeant à l'école laïque, craigne pour elle ce péril plus que le « péril clérical »; qu'il soit moins ému des imprécations du curé, du fiel des dévots, des calomnies de « La Croix », des mandements même de Monseigneur que de cette déperdition du capital humain que l'école devait mettre en valeur, je l'avoue, mon anticléricalisme le lui pardonne. »

M. Buisson est bien placé pour juger des choses de l'école et si lui, le grand promoteur de l'école laïque, en est réduit à faire pareil aveu, c'est bien la preuve de l'échec absolu de cet enseignement qui devait régénérer la France.

L'ancien directeur de l'enseignement, actuellement député, peut excuser cela par anticléricalisme; c'est son affaire; mais les familles et le pays de France ont le droit de ne pas l'excuser et d'exiger que l'Etat s'occupe autrement de leurs enfants.

## Statistiques intéressantes

Voici une petite statistique intéressante; c'est celle des femmes ayant, aux Etats-Unis, des emplois ordinairement réservés aux hommes :

Occupations	Nombre
Architectes.....	1,041
Ministres du culte.....	5,373
Dentistes.....	786
Journalistes.....	2,190
Avocats.....	1,010
Electriciennes.....	409
Ingénieurs.....	84
Enseignement.....	327,614
Teneurs de livres.....	85,240
Commissaires.....	85,246
Commiss-voyageurs.....	946
Employées de banques.....	1,207
Manufacturiers.....	3,433
Emballage et expédition.....	19,998
Sténographes.....	86,118
Télégraphistes.....	22,556
Pompes funèbres.....	323
Charpentiers.....	545
Maçons.....	157
Peintres et vitriers.....	1,750
Pombiers.....	120
Mineurs.....	1,200
Forgerons.....	123

Cette liste ne contient que les occupations que l'on croyait jusqu'ici l'apanage du sexe masculin. On n'y a inclus ni les gardes-malades, ni les « doctresses » en médecine, ni les modistes, couturières, servantes et autres occupations naturellement féminines.

Il y aura du 12 au 14 septembre courant une retraite fermée, à la villa la Broquerie, de Boucherville, pour les journalistes et les hommes d'œuvres.

## DÉLÉGATION AUPRÈS DE Mgr BRUCHÉSI

Sir Lomer Gouin et M. Joseph Demers, députés de Saint-Jean, et M. Brossard, notaire, ont eu cette semaine une entrevue avec S. G. Mgr Bruchési, pour lui demander d'accepter les prêtres de Monroir dans son collège, à Saint-Jean.

Monseigneur leur a répondu qu'il ne pouvait le faire, vu que les ordonnances qui les obligent de quitter Saint-Jean émanent de Rome, et que ces prêtres qui ont fait leur soumission retomberaient sous le coup de ces ordonnances s'ils retournaient à Saint-Jean.

## Notes Diverses

La révision des listes électorales qui devront servir aux élections provinciales et fédérales ont lieu du 1<sup>er</sup> au 15 septembre, excepté à Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke, et dans Bonaventure, Gaspé, et Hes de la Madeleine où elle a lieu à des dates particulières.

L'hon. Henri T. Ledoux, de Nashua, a été réélu président de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique ainsi que tous les autres membres du bureau de direction.

Mgr James Morrison a été sacré évêque d'Antigonish, N. E. le 4 du courant par S. E. Mgr Stagni.

La Banque internationale a élu récemment son bureau de direction pour l'année courante. M. Rodolphe Forget reste président; et les directeurs français sont remplacés par des Canadiens.

M. l'abbé A. M. Sabourin, l'apôtre des catholiques du rite Ruthène, de l'Ouest, est actuellement à Montréal, où il s'occupe d'organiser en paroisse tous les catholiques de ce rite, qui compte notre ville et qui sont au nombre de plusieurs mille.

La pierre angulaire du collège classique de Sudbury a été bénite solennellement le 25 août 1912. Cette institution sera ouverte aux élèves en septembre 1913. On y donnera un enseignement bilingue et il y aura, outre le cours classique, un cours préparatoire et un cours commercial.

Bonne année scolaire à nos petits amis les étudiants qui viennent d'entrer en classe.

L'hon. George Langely, ministre des affaires municipales, a été élu par acclamation dans Red Berry, et l'hon. George Bell, trésorier provincial, a été également élu par acclamation dans Estevan. Ces deux élections partielles ont eu lieu à cause de l'entrée de ces deux ministres dans le cabinet de la Saskatchewan.

Les récoltes aux environs de Montréal seront excellentes.

## L'AGITATION DANS LA MARINE RUSSE

A la suite de l'enquête menée sur l'agitation parmi les marins de la flotte de la mer Noire, trois cents hommes ont été débarqués. Ils comparaitront devant un conseil de guerre.

Le Times écrit à ce sujet : « Bien qu'il n'y ait pas lieu de douter de la loyauté de la grande majorité des équipages, les autorités disent avoir découvert des preuves de la propagande révolutionnaire.

« C'est pour prendre des mesures efficaces contre cette propagande que Sébastopol et Cronstadt furent mis en état de siège. Ces mesures comportent la mise sur le pied de guerre des forces militaires et navales dans ces ports.

« L'appel des réservistes et le paiement de la solde de guerre aux officiers entraîneront des dépenses considérables. »